



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Desinformation-sur-la-dette>

Désinformation sur la dette grecque et les plans "de sauvetage" :

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1131 - mai 2012 -

Date de mise en ligne : dimanche 24 juin 2012

Date de parution : mai 2012

Description :

Le CADTM dénonce la mystification de la restructuration de la dette de la Grèce et appelle à constituer un large front social européen contre les politiques d'austérité.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Plus de 85% des créanciers privés (banques, assurances, fonds de pension...) ont accepté récemment de participer à la restructuration de la dette grecque en effaçant 107 milliards d'euros. Sur le papier, ces créanciers renonçaient ainsi à 53,5% de leurs créances. Mais contrairement aux apparences, le CADTM affirme que cette opération est surtout une bonne nouvelle pour les banques grecques et européennes (principalement françaises et allemandes), pas pour le peuple grec à qui on promet de nouvelles détériorations de ses conditions de vie.

En effet, les créanciers et le gouvernement grec ont mis en place un montage complexe : les créanciers privés échangent leurs titres grecs contre de nouveaux, d'une valeur (faciale) inférieure. Ainsi, pour une obligation échangée d'un montant initial de 100 euros, les créanciers vont recevoir un nouveau titre d'une valeur faciale de 46,5 euros. Mais loin de perdre à ce petit jeu, les créanciers privés troquent des titres qui se vendaient entre 15 et 30 euros sur le marché secondaire, pour des titres bien plus sûrs.

De surcroît, la Troïka octroie un nouveau prêt de 130 milliards... à la condition que le montant soit utilisé pour payer la dette et soutenir les banques ! Alors que tous les grands médias reprennent le refrain officiel selon lequel la dette grecque est réduite de 107 milliards d'euros, ils oublient d'intégrer ces 130 milliards de nouveaux crédits qui viennent l'augmenter. En bout de course, les créanciers privés s'en sortent très bien, ils sont remplacés par des créanciers publics internationaux (BCE, États de la zone euro, FMI) qui vont exercer une pression constante sur les autorités grecques afin d'aggraver les mesures antisociales. De plus, alors qu'en cas de litige 85% des anciens titres dépendaient de la législation grecque, l'entièreté des nouveaux titres dépendra de la justice ... de Londres ! L'objectif des créanciers est de limiter la possibilité de la Grèce de décréter un défaut de paiement ou une annulation.

Pour le CADTM, ce nouveau plan est une supercherie car, sous prétexte de venir en aide à la Grèce, il sauve la mise aux créanciers privés qui portent pourtant une lourde responsabilité dans l'endettement de la nation hellène. Les banques ont utilisé une partie de l'argent public (injecté afin de les sauver de la faillite en 2008-2009)... pour spéculer sur la dette grecque. Elles ont ainsi pu réaliser d'énormes profits, avant de pousser la Grèce vers la grave crise où elle est.

Selon le CADTM, tous les prêts de la Troïka à la Grèce octroyés depuis mai 2010 sont odieux, ils sont frappés de nullité parce qu'ils constituent une violation permanente des droits économiques, sociaux, civils et politiques des citoyens grecs.

Le CADTM tient une nouvelle fois à saluer le courage et la détermination du peuple grec qui lutte contre les politiques d'austérité inhumaines imposées par la Troïka. Le AAA des créanciers (Austérité Austérité Austérité) doit laisser la place au AAA des peuples : Audit Annulation Autre politique.

Pour le CADTM, la solution passe nécessairement par la mise en place d'une politique radicalement différente. En Grèce, comme dans les autres pays soumis à la Troïka, il faut mettre fin au remboursement de la dette et abandonner les mesures antisociales. Afin de lutter contre la campagne mensongère sur la crise grecque, il faut renforcer l'audit citoyen de la dette publique qui doit aboutir à la répudiation de la part illégitime ou odieuse. Le CADTM soutient pleinement la Campagne d'audit de la dette grecque et les comités d'audit qui se mettent en place dans plusieurs autres pays européens. Le CADTM appelle à multiplier les actions de solidarité avec le peuple grec et à constituer un large front social européen contre les politiques d'austérité.

Post-scriptum :

Pour joindre le (CADTM) : (www.cadtm.org) : en Belgique : Renaud Vivien, juriste, renaud.cadtm.org, 00 32 497 04 79 99, ou Eric Toussaint, président, eric.toussaint4@gmail.com, 00 32 486 74 47 52 ; en France : Damien Millet, porte-parole du CADTM France, france@cadtm.org, 00 33 6

Désinformation sur la dette grecque et les plans "de sauvetage" :

60 54 27 13

Comité Grec contre la Dette - CADTM Sonia Mitralia, animatrice du Comité grec contre la dette - CADTM, sonia.mitralia@gmail.com, 00 30 693 22 95 118 Yorgos Mitralias, giorgos.mitralias@gmail.com